

Compte-rendu du CA du 28 mars

Ce compte-rendu affirme sa subjectivité.

C'est-à-dire qu'en une période où l'objectivité n'est jamais qu'un mensonge du pouvoir, l'intérêt général une parure de dentelles et la collégialité ce déodorant magique qui couvre les mauvaises odeurs de la servilité, cette subjectivité est l'unique façon dont je dispose pour ne pas m'illusionner sur mes propres capacités à résister encore à vent mauvais.

Ce Compte-rendu est destiné aux amis de Paris8-VO, mais il peut être lu par tous, même par ceux qui pourront, à sa lecture, jouer la farce de l'indignation.

Un Conseil d'administration en 3 actes.

Acte 1 : une cinquantaine de personnes envahit le CA.

Des Biatoss, des étudiants, mais cette fois-ci des enseignants aussi. Pas assez nombreux les enseignants au regard des nombreuses motions signées ces jours-ci. Et ça, chers collègues, c'est un des éléments du problème. Oui, car ils manquaient bien ce matin-là tous ces collègues qui n'en peuvent plus, qui se sentent humiliés de devoir être dans cette tension permanente du blitz administrativo-ubuesque de ce centralisme dont on ne sait plus s'il est colbertiste, stalinien ou tout simplement crétin. Tous ces collègues qui disent non, mais qui pensent trop souvent que cette parole se suffit à elle-même pour que la direction en soit inquiète.

S'il y a eu un moment où la direction a été vraiment en difficulté dans cet acte 1, c'est quand la responsable des L1 de géographie est venue dire à quel point ce qui lui était aujourd'hui imposé comme contrainte contrevenait à tout ce qui a pu être mis en place par son département pour accueillir et former les nouveaux étudiants. Dommage que cette parole ait été ici solitaire, alors qu'elle manifestait une vérité qui est notre vérité à tous. Une vérité que ce cadrage, qu'aime tant et tant défendre la vice-présidente du conseil d'administration dans son principe, ne saurait admettre.

La question posée par tous, c'est évidemment la méthode employée par la présidence de l'université pour gérer le réel. Cette méthode comment la définir ? Assez simplement en vérité. Un comité très restreint décide d'un cadre que l'on présente aux instances sans que les éléments concrets n'en soient vraiment établis. L'urgence, en toute occasion. Comme une drogue. Et une promesse, toujours la même. On discutera ensuite des problèmes d'application. Mais la discussion, et c'est là la seconde règle, c'est toujours du cas par cas. Composante par composante. Service par service... et bientôt bureau par bureau, diplôme par diplôme. Avec cette litanie : « mais ça marche ailleurs ». Le mensonge ? Pas vraiment car ailleurs, c'est toujours du flou. Règlement intérieur, statuts, lettre de cadrage des diplômes, Comue, un schéma de mise en place identique. Et dans cette trame, nous, conseillers d'opposition, nous avons une fonction bien précise. Nous effectuons une lecture rigoureuse de tous ces textes et pointons parfois des vices de formes, des trucs qui ne tiendraient pas sur un cadre légal strict. Oui, car pour que cela fonctionne, il faut une majorité entièrement conçue comme masse de confiance absolue – et la confiance, ça ne s'éprouve pas au risque de la lecture – et une opposition qui est là pour lire et signaler les excès de langage.

Alors bien sûr, le réel est là qui résiste. Il vient dire qu'une université c'est d'abord censé être une communauté, et même une communauté de savoirs et de pratiques qui engagent à l'idée d'un avenir

meilleur que le présent. Le réel, il vient pointer les dysfonctionnements, critiquer les sophismes, dénoncer les mensonges. Et la présidence d'aujourd'hui, à la différence de celle d'hier, a l'intelligence de sauver les apparences. Pas d'excès de colère en public. Et mieux encore si le réel devient tumultueux. « Vous voyez bien qu'on ne peut pas dialoguer avec vous. »

Finalement, la séance est levée et les élus conviés à se rendre à la bibliothèque où l'accès est filtré. Fin de l'acte 1. Tout le monde a joué son rôle.

- Le carré de tête : la souveraineté qui ne s'abaisse pas à répondre aux questions des vilains, mais qui néanmoins reconnaît l'existence de la crise et qui annonce qu'elle introduira le CA par une déclaration qui tiendra vraiment compte de cette crise.
- Un vice-président de la majorité, homme du dialogue qui n'a rien d'autre à dire que de prétendre que les décisions ne sont pas prises, lors même que lui sait parfaitement qu'elles le sont.
- Les militants qui rappellent qu'ils sont de vrais militants
- Moi-même dans le rôle de l'opposant raisonnable qui, in fine, défend que le CA puisse se tenir afin que la présidence, qui a nous a dit que rien ne serait vraiment décidé aujourd'hui, qu'il faut effectivement débattre de la nouvelle situation initiée par ces nombreuses motions, puisse s'en expliquer.

Au demeurant, comme le démontreront les actes 2 et 3, l'opposant raisonnable que je suis, n'est vraiment qu'un naïf et j'imagine ce qu'en aurait dit l'ami Jean-Henri s'il m'avait retrouvé à la fin de la pièce, accoudé comme à son habitude sur les bornes de l'escalier du hall du bâtiment A.

« Mais qu'est-ce tu crois ? Ils te disent qu'ils n'ont rien décidé, que le conseil va en débattre, que les inquiétudes des uns et des autres vont être entendues, et pourtant ils se gardent bien de dire la seule chose qui mériteraient d'être dite. À savoir qu'on revient sur 2015, qu'on revient sur les 2h30. S'ils ne te le disent pas, ce n'est pas par timidité ou coquetterie. C'est qu'ils comptent passer en force. Une fois de plus. »

Mais n'allons pas trop vite car, même si le dénouement de cette farce est connu, il reste néanmoins à dire comment se sont déroulés ces deux actes.

Acte 2 : la présidente est là qui veille au grain

Nous voici donc réunis à la bibliothèque. Un élu étudiant du MUR et une élue BIATOSS de la Dionysoise nous rejoindront un peu plus tard, refuseront de s'asseoir et interrompront régulièrement la présidente. Et le vice-président ouvert de la direction et moi-même (l'élue d'opposition raisonnable) joueront comme d'habitude notre rôle de tampon. Je ne sais pas ce qu'en pense vraiment Loris, mais moi, j'en ressens une vraie honte car, in fine, tout ce qu'a dit l'élue étudiant s'est traduit dans les faits, à croire qu'il avait lu le texte de la pièce avant nous.

Difficile de rendre compte de l'intégralité du long, long, discours de la présidente. De toute façon, pas d'inquiétude, vous allez pouvoir le lire car, bien évidemment, s'il y a crise, c'est uniquement

parce que les pauvres bougres que nous sommes n'avons pas bien été informés. Et si une mesure s'impose, mais alors là vraiment, c'est que le discours de la présidence nous soit à tous communiqué. Donc des bribes. Avec des oublis. Des trucs qui nous ont déjà été répétés vingt fois avec quelques petites variantes moralisatrices du style « je n'accepterais pas que le travail très sérieux des administratifs soit systématiquement dénigré. » Moi j'aurais ajouté « je n'accepterais pas que les enseignants arrivent ivres morts en cours » ou encore « je n'accepterais pas que les responsables de diplômes se réunissent dans un palace de Copacabana » car ce serait autant dans le sujet que notre volonté de nous en prendre aux administratifs... À moins, bien sûr de penser que les « administratifs » en question se réduise à ce petit carré d'as qui dirige tout, sait tout, voit tout et, mieux encore, nous aime mieux que nous saurions nous aimer nous-mêmes.

Alors ce discours. Tout y est passé. En vrac. La concurrence entre université. Le rapport de l'AERES, la pause méridienne (ça c'est le moment de poésie). Le métier qui évolue. La défense des MCF contre ces PR qui voudraient dissocier les services. Les foules de collègues qui viennent demander une modulation de service et la résistance stoïque de la présidence pour la défense de l'égalité. Le référentiel. Le vécu des étudiants. La réussite qui est bien sûr déclinée comme une culpabilité de tous et de personne. La nécessité de simplifier notre offre de formation. Ce sont toujours ceux qui protestent qu'on entend, mais si je les écoute, que vont dire les autres qui évidemment sont aussi nombreux. Plus d'ailleurs ! La transdisciplinarité qui est déjà présente et qu'on appliquera sans mal car on est meilleurs que les autres. Les salles qui manquent. Le temps qu'on vient d'ajouter au temps – non ce n'est plus mai la date fatidique, mais en juillet. La modélisation Apogée qu'on n'aura pas à faire. Le respect du travail déjà effectué...

Et sûrement des choses que j'ai oubliées... Au final, toujours cette méthode qui, sur un plan pédagogique recevrait un 0 pointé. Ouvrir la discussion, cela devrait conduire à travailler point par point. Non au lieu de cela, tout ensemble et à la fin, on « ouvre » la discussion. Alors là, vous avez le choix entre vous lancer vous aussi dans une conférence impossible consistant à tout reprendre point par point, ou alors vous donner le plaisir de la philippique fondée sur la vacuité générale du propos, ou encore reprendre à l'économie tel ou tel autre point de contradiction. Car tout mériterait d'être discuté. Car jamais le propos n'est étayé par des données précises.

Mais surtout, ce qui est incroyable, c'est ce qui est proposé comme réponse à la crise...

Oui car c'est de ça dont il était question lorsque la présidente avait annoncé son discours lors de l'acte 1. Et voici ce en quoi consistent ces fameuses propositions :

1/ création de deux groupes de travail. Qui, quand, comment, sur quelle base, avec quel cahier des charges... Moi, je m'en excuse sincèrement auprès de vous, mais je n'ai pas compris sur quel sujet concret allait devoir travailler chacun de ces deux groupes. Je dirais que l'un me paraît devoir s'intéresser à la définition de « nos métiers » (reste à savoir qui Saint-Louis va charger de cette lourde tâche) et que le second porterait sur quelque chose comme la diversité pédagogique de nos formations (avec un peu de chance, ce sera cette fois-ci la République des Jules qui sera convoquée)

2/ on va créer un « dialogue pédagogique » calqué sur le dialogue budgétaire qui a si bien fonctionné. Surtout bien fonctionné comme machine à tenir chaque composante dans un « dialogue » dual où on lui fait part des incroyables économies réalisées par les autres. Alors un dialogue qui s'est bien passé dans la mesure où, à la différence de la présidence précédente on ne

s'est pas fait traiter d'incompétents au premier désaccord venu, mais le bien en question n'est jamais qu'un bien de courtoisie. Donc, ce dialogue, formation par formation, sera courtois. Ce n'est pas rien, compte tenu des missives que nous adresse parfois le service de l'offre de formation (!) mais ce n'est que cela.

ET C'EST TOUT !!!

Acte 3 : le débat est ouvert

Oui, on a parlé. Les opposants raisonnables que Jean-Jacques et moi sommes, avons défendu les mêmes points de vue. La réforme ministérielle est une attaque rude contre nos pratiques, contre l'idée que nous avons de la recherche et de l'enseignement, contre toute la valeur que nous accordons au savoir... et que face à une telle attaque, le minimum pour y répondre intelligemment, raisonnablement, pratiquement, c'est de se donner du temps et de la souplesse. L'opposant raisonnable que je suis jusqu'à en devenir res-pitoyable a même indiqué qu'il n'y avait que deux façons de sortir de la crise...

1/ soit on reporte à 2016 l'entrée dans ce LMD4

2/ soit on laisse les questions de créneaux horaires, de plages horaires, et de durée des EC ouverts de façon à ce que chaque formation définisse par elle-même ses modes de fonctionnement (comme c'est le cas de l'UFR Arts où la diversité n'interdit en aucune façon les mutualisations.)

Les élus de la majorité aussi ont parlé. Et pas forcément pour dire la même chose que la présidence. Le plus souvent pour souligner la nature profondément hétérogène des pratiques en cours dans l'université.

La vice-présidente du CA est alors intervenue pour remettre un peu d'ordre. En clair, nous devons adopter une ligne claire concernant notre orientation générale pour la formation des étudiants, nous devons nous débarrasser de la complexité, le tout dans un bain moralisateur qui m'a fait bondir (je sais ce n'est ni raisonnable, ni utile) du mode « il y a d'un côté ceux qui travaillent et de l'autre ceux qui protestent. » Le jour où cette collègue comprendra que ceux qui n'en foutent pas une ramée n'ont strictement aucune raison de protester, la science aura fait un grand pas !

D'une façon générale, les réponses portaient beaucoup sur un traitement ultérieur au cas par cas et je dois avouer être de plus en plus inquiet. D'une part, car le cas par cas révèle que la présidence, en bonne « politique » pense qu'il y a des formations qui sont dans la majorité et d'autres dans l'opposition. Qu'il convient d'ailleurs de récompenser les premières et de conquérir les secondes et que le cas par cas est vraiment pour cela l'outil pertinent. Bon, la fronde qui secoue l'UFR 4 actuellement met un peu à mal cette jolie carte électorale, mais je fais confiance au carré d'as pour identifier dans tout cela quelques mauvais éléments dont on saura à l'avenir se méfier.

En bref, comme la discussion semblait ne rien donner de concret, j'ai demandé à ce qu'il y ait un vote sur le report à 2016. Je rappelle aux distraits et aux nouveaux-venus que nous n'avons jamais voté, ni en CA ni nulle part l'avancée de l'offre de formation à 2015. Et j'ai demandé que ce vote soit effectué à bulletin secret. La présidence a demandé une suspension de séance pour se concerter. Et elle est

sortie, avec la VP du CA, le gentil VP fonctionnel, la DGS), et le directeur de cabinet. À leur retour, 2 votes. Mais pas de bulletins secrets.

Vote 1 : maintien de 2015 : 6 contre / 12 pour. Comme on m'a refusé les bulletins secrets, je dirais donc qui a voté contre : les deux élus enseignants de P8-VO, l'élue de la CGT, l'élue de la liste Biats en particip'ation, et deux élus enseignants de la majorité. Désolé de ne pas avoir comptabilisé les abstentions, mais il y a des moments où l'abstention me paraît être trop médiocre pour être relevée...

Vote 2 : passage obligatoire des EC à 30h. Une façon d'imposer les 5 services et les 2h30 sans même avoir le courage de le dire ouvertement. Votre contre 3 : les deux élus de P8-VO et l'élue de la CGT.

L'étudiant de MUR et l'élue de la Dionysoise sont partis bien avant en affirmant que de toute façon tout était déjà joué. Moi je suis resté car je pensais qu'il était impossible que la présidente ne tienne pas compte d'un refus aussi largement exprimé. **Ils avaient raison. J'avais tort.**

Et aujourd'hui, oui, je me demande vraiment si cela a encore un sens de siéger au conseil d'administration. Si cela ne sert qu'à vous imposer ma prose une fois par mois, si nous sommes incapables de nous mobiliser ni d'offrir la moindre résistance à cette machine infernale, c'est vraiment peine perdue. Autant chacun se renfermer sur une petite sphère de défense personnelle et prier le dieu sauvage avant-gardes qu'il nous fasse oublier de cette machine qui, elle, je vous l'assure, n'oublie personne.

La parole est à vous.

Eric Lecerf, élu enseignant de P8-VO